

A Bruxelles, une nouvelle culture politique éclot

Ce sont des panels ici, des budgets partagés là, des bavardages autour d'un vélo-cargo là-bas. Peu à peu, la politique change de visage dans les rues de la capitale. Mais cette démocratie participative ne va pas de soi. Elle s'apprend et se construit.



Une diversification des publics induit d'office une diversification des outils. Il faut aller les chercher là où ils sont

Arnaud Pinxteren
Echevin bruxellois
de la Participation citoyenne



SOPHIE MIGNON

On voulait faire avec les Bruxellois », se souvient Arnaud Pinxteren (Ecolo), échevin de la Participation citoyenne à la Ville de Bruxelles. Alors, la majorité a signé une Charte de la participation. C'était il y a trois ans, après les élections. Partout en Région bruxelloise, la participation citoyenne s'affichait alors en portefeuille. Et cette nouvelle compétence échevinale entrait dans les pratiques politiques locales. Aujourd'hui, à mi-mandat, quelles leçons peut-on tirer des premières expériences de démocratie participative ?

Première leçon : la démocratie participative se pratique à des niveaux d'intensité variés selon les projets, de l'information simple – sur internet ou sur le terrain par exemple – à la codécision via les budgets participatifs et les panels citoyens. « La participation, ce n'est pas pour tout le temps », remarque Arnaud Pinxteren. Deuxième leçon : elle peut s'appliquer différemment au cours des différentes phases d'un même projet.

Pas une démocratie directe

Comme cela a été le cas pour le futur tram de Neder-over-Heembeek : « On a voulu associer le panel citoyen au travail d'aménagements des abords d'un tracé validé, fini, déterminé », rapporte l'échevin bruxellois. « Mais parfois, il n'y avait pas un milliard d'options : c'était des marges de coconstruction assez réduites. Par contre, place du Zavelput, là, il y avait vraiment de la marge pour réfléchir et repenser beaucoup plus concrètement. On a travaillé différem-

ment avec trois esquisses, un sondage, de la réalité virtuelle. »

Ces différents niveaux d'intensité ont pour but de trouver l'équilibre entre démocratie directe et représentative. Car c'est souvent là qu'est la difficulté : « Quand on rentre dans le processus, les gens ont l'impression qu'ils vont exercer de la démocratie directe, qu'il n'y a plus de politique, que seule leur voix compte. »

Cela vient du fait que, si la population témoigne un fort soutien envers la participation citoyenne, c'est « au sens large et flou » du terme selon Sacha Rangoni, doctorant au Centre d'étude de la vie politique (Cevipol) de l'ULB. « Soit les personnes pensent à la démocratie directe ou au référendum, soit elles ne mettent pas de mots dessus. Mais c'est en train de changer, parce que les gens sont de plus en plus confrontés aux outils délibératifs. »

Des outils qui évoluent, constate Arnaud Pinxteren. Pendant une décennie, la démocratie participative se limitait à l'attribution de budgets pour des projets concrets, simples, aux résultats quasi immédiats. Par exemple, l'installation d'un bac de potager en rue. Avec l'émergence de formes de participation nouvelles, vient aussi la nécessité d'expliquer, d'apprendre, d'armer, d'accompagner les citoyens. « On voit que la culture de la participation citoyenne est encore en création », observe l'échevin bruxellois. « Il faut donc accompagner davantage, être conscient qu'on s'adresse à des publics qui ne connaissent pas tout. »

Comme on apprend à voter

L'aspect « apprentissage » est essentiel, ajoute Sacha Rangoni qui fait des recherches sur les élites et leur rapport à la participation citoyenne et aux innovations démocratiques. « Encore une vaste majorité de la population ne sait pas ce

que c'est, ou peu. C'est comme le vote, c'est quelque chose qu'on apprend depuis qu'on est tout petit, en élisant un délégué de classe, en mettant son bulletin dans l'urne... Il y a une tendance lourde qui n'évolue pas : quand on invite les gens, il n'y en a qu'une petite minorité – 2 à 5 % – qui participe. On sait par exemple qu'en proposant des services de garderie ou des défraiements, le taux de réponses positives augmente. Peut-être que quand ces outils seront normalisés, utilisés à tous les niveaux de pouvoir, les gens seront plus enclins à participer. »

Quand on rentre dans le processus, les gens ont l'impression qu'ils vont exercer de la démocratie directe, qu'il n'y a plus de politique, que seule leur voix compte

Sacha Rangoni

Doctorant au Cevipol de l'ULB



mesurable à l'échelle humaine, c'est-à-dire deux, trois ans ? Les contrats de quartier mettent parfois sept ou huit ans. Ces temps sont longs et on a peu de maîtrise là-dessus. » Exemple : le contrat de quartier Bockstael dont l'objectif principal était de relier la promenade verte de Tour et Taxis à la place Bockstael. Lancé en 2013, le projet a vu ses chantiers se clôturer à la mi-2020.

« Si les gens ne voient pas les résultats de leur investissement personnel, alors on a manqué notre objectif premier qui est de réconcilier les citoyens avec le politique », analyse l'échevin bruxellois. « L'intérêt pour le politique de la participation citoyenne, c'est d'entrer en dialogue avec les citoyens. Le pire, ce serait que certains ne veuillent plus parler au politique. »

La boîte à outils participative

Pour faire la démocratie autrement, la Ville de Bruxelles a utilisé toute une série d'outils, des plus basiques aux plus technologiques.

Le Babbeleur. Un vélo-cargo qui part à la rencontre des Bruxellois. « Cet outil est au service du collège et clairement, il fonctionne », assure l'échevin de la Participation citoyenne Arnaud Pinxteren (Ecolo). « Il est destiné à la logique d'échange. » Ainsi, pour discuter de l'emplacement et l'aménagement d'un arrêt de tram, on va sonner à toutes les portes, rassembler les gens autour du vélo, demander leur avis là, sur place.

La réalité virtuelle. Cette haute technologie a été utilisée pour faire visualiser aux riverains les aménagements prévus sur la place Zavelput le long du tracé du tram de Neder-over-Heembeek. Une première qui a totalement « conquis » l'échevin.

Des blocs Lego. « Le low-tech marche aussi », garantit Arnaud Pinxteren. « Ça a marché du tonnerre ! » Des adultes en ateliers travaillant par groupes pour imaginer le nouveau marché aux grains à coups de petits blocs en plastique.

Zoom. Avec la pandémie, il a fallu réinventer les réunions publiques et les tables de discussion. Et cela a eu des effets positifs sur la démocratie participative. « Il y a plus de jeunes, plus de femmes notamment, parfois des jeunes parents, qui peuvent participer quand bébé est au lit », remarque l'échevin. « Je ne souhaite pas qu'on revienne en 100 % présentiel comme avant. Parfois, une grosse réunion publique ne sert à rien. Zoom, le Babbeleur, les comités de quartiers... Une diversification des publics induit d'office une diversification des outils. Il faut aller les chercher là où ils sont, ceux qui ne regardent pas leur boîte aux lettres, des passants parfois. Sinon, on a un biais dans le regard qu'on a. » Au fond, conclut-il, peu importe la technologie employée, « il faut développer l'outil adéquat au projet ». SO.M.

Le Babbeleur, un vélo-cargo qui part à la rencontre des Bruxellois pour discuter de l'emplacement d'un arrêt de tram ou de l'aménagement d'une place. © D.R.

